

L’Egypte sur la voie de la révolution

Déclaration des socialistes révolutionnaires

samedi 31 décembre 2011, par [Socialistes révolutionnaires](#) (Date de rédaction antérieure : 27 décembre 2011).

Préambule de la rédaction d’A l’Encontre

Nous publions ci-après, pour information, un document programmatique de l’organisation égyptienne des Socialistes Révolutionnaires. Il a été mis en ligne sur le site e-socialists.net. Sa version anglaise l’a été le 27 décembre 2011. Nous avons déjà mentionné dans un article publié sur ce site (« Egypte : une nouvelle phase dans l’affrontement politique et social » www.europe-solidaire.org/spip.php?article23851) la campagne menée par les autorités militaires et les islamistes contre les Socialistes Révolutionnaires. Dans le même article, nous avons cité longuement leur riposte politique.

Il est intéressant de prendre note que Al-Ahram Hebdo (28 décembre 2011-2 janvier 2012), dans un article intitulé « Accusations non fondées », affirme : « En guise de clarification de leur position et de leur vision de la révolution en Egypte, les membres du mouvement des Socialistes Révolutionnaires ont saisi l’occasion de la grande manifestation à la place Tahrir la semaine dernière [23 décembre] pour défendre la dignité des femmes en Egypte. Ils ont distribué leur bulletin publié par le Centre des études socialistes. « Cette campagne de désinformation est naïve et prouve que la mentalité de l’ancien régime règne toujours en Egypte. Cette mentalité est basée sur le fait de diaboliser toute force d’opposition. Il n’y a pas de renversement d’Etat, mais plutôt un renversement de régime. Après les derniers incidents, beaucoup de gens ont demandé le renversement de l’Etat qui tue son peuple. Ils veulent le pouvoir qui dirige le pays. Les idées ne sont pas un crime », assure Waël Khalil, militant politique. Et de préciser : « Le communiqué du mouvement socialiste est une réponse à cette campagne. Dorénavant, il sera difficile de tromper les gens. » Cet article traduit, de fait, le soutien que les Socialistes Révolutionnaires ont reçu de secteurs démocratiques contre les mesures répressives du pouvoir et la campagne de dénonciation des islamistes.

Le pouvoir militaire continue ses actions répressives et d’intimidation. Le 29 décembre 2011, 17 sièges d’ONG liées à la défense des droits de la personne humaine ont été occupés par les forces policières et militaires et leur matériel a été séquestré. Une conférence de presse a été tenue par 27 ONG le 30 décembre : à cette occasion, les organisations ont signé une déclaration condamnant « la campagne sans précédent » contre les militants politiques et les organismes de défense des droits humains. Elles ont dénoncé vivement « les violations honteuses des droits humains » par le Conseil suprême des forces armées (Ahram Online, 30 décembre 2011).

Quatre officiers de police et un officier non en fonction officielle, accusés d’avoir tué cinq manifestants les 28 et 29 janvier 2011, ont été acquittés par le tribunal du Caire, le jeudi 29 décembre. Or, c’était le premier jugement contre des officiers accusés d’assassinats de manifestants lors de la montée révolutionnaire de janvier, en particulier lors de la manifestation dite du « Vendredi de la colère » le 28 janvier 2011. Une manifestation est

appelée par les familles des martyrs pour le samedi 31 décembre. Elle doit se dérouler devant le bâtiment de Haute Cour de justice, au Caire. Diverses organisations politiques et mouvements soutiennent cette manifestation. Ces événements reflètent une partie des affrontements politiques en cours en Egypte aujourd'hui.

L'arrivée du FMI en janvier 2012 - qui vient d'être annoncée - va mettre en lumière les choix de politique sociale et économique que les élites dominantes vont tenter de mettre en œuvre, en les présentant comme « prescrits par un pouvoir extérieur », comme à l'habitude dans ce genre de conjoncture.

(Rédaction A l'Encontre)

La révolution égyptienne traverse une période extrêmement dangereuse. Celle-ci est pleine de possibles. Il y a, d'abord, les incessantes tentatives de la contre-révolution pour faire avorter la révolution : en allumant des conflits confessionnels et en créant un état de panique et d'insécurité afin de détourner les masses du processus révolutionnaire ; en préparant le terrain idéologique et pratique pour des repréailles organisées contre le mouvement de masse par la racaille [le terme égyptien *baltaguiya* désigne les voyous, prisonniers de droit commun, etc. utilisés par le pouvoir pour attaquer les manifestant·e·s], la police et l'armée.

La crise économique joue un rôle contradictoire en ce qu'elle pousse, d'un côté, certaines fractions des masses à protester, occuper et faire grève, alors que, simultanément, de l'autre côté, elle conduit d'autres fractions de ces dernières dans les bras de la contre-révolution et de sa propagande qui instrumentalise l'idée selon laquelle c'est la révolution elle-même qui est la cause du chaos et de la crise économique.

Un deuxième facteur à l'œuvre dans cette phase cruciale réside dans le rôle joué par les forces politiques islamistes et libérales-réformistes qui s'efforcent de contenir la révolution dans les limites de la démocratie formelle. Ces forces sont convaincues qu'elles obtiendront une plus grande part du pouvoir et de la richesse sans porter atteinte à l'ancien système socio-économique. Elles flirtent ainsi, d'une part, avec le Conseil militaire [le Conseil suprême des forces armées dirigé par le maréchal Tantaoui et qui tient les rênes du pays] et les vestiges de l'ancien régime, faisant des promesses sur leur capacité à maîtriser et à mettre fin politiquement au mouvement de masse, cela dans la mesure où elles ne peuvent obtenir ce résultat par le biais de la répression. D'autre part, ces mêmes forces essaient de décourager les masses avec des promesses fallacieuses ayant trait à leur prétendue capacité à faire en sorte que leurs aspirations et leurs revendications pourront être satisfaites au moyen de l'instrument parlementaire traditionnel.

Le troisième facteur réside bien sûr dans le mouvement de masse lui-même : avec un mouvement des travailleurs et travailleuses à l'avant-garde, entouré par des mouvements de contestation des pauvres et des opprimé·e·s, dont les activités se poursuivent depuis le début de la révolution et qui ont atteint un niveau sans précédent durant les mois de septembre et d'octobre avec une vague de grèves massives impliquant 700'000 travailleurs et travailleuses pour la première fois dans l'histoire de l'Egypte moderne. En outre, il y a eu des manifestations et des sit-in jamais vus, conduits par des pauvres Coptes, des Nubiens, le peuple du Sinaï [les Bédouins] et d'autres fractions de la société qui ont souffert d'une oppression organisée par le régime pendant des décennies.

Nous pouvons voir en ce moment trois ensembles de forces fondamentales à l'œuvre (bien qu'il s'agisse là d'une représentation assez simplifiée). Tout d'abord les forces de la contre-révolution, dirigées par le CSFA, les dirigeants d'entreprises ainsi que les vestiges de l'appareil de sécurité du régime qui préparent intensément d'amples attaques armées contre le mouvement révolutionnaire

de masse afin de rétablir l'ancien régime accompagné de quelques modifications superficielles.

Il y a en, ensuite, les forces qui furent opposées à l'ancien régime, conduites par les Frères musulmans, lesquels souhaitent maîtriser et mettre fin à la révolution en utilisant le parlement. Ils comptent sur leur capacité et sur leur expérience en termes d'organisation ainsi que sur leur large soutien au sein des masses.

Le troisième ensemble de forces, enfin, est celui qui entend poursuivre et approfondir la révolution et la transformer en une complète révolution sociale. Au centre de cet ensemble se trouve le mouvement ascendant des travailleurs et travailleuses, lequel a fait la démonstration d'une force, d'un activisme et d'une conscience à un degré qui terrifie non seulement la bourgeoisie égyptienne, mais aussi la bourgeoisie mondiale (il suffit d'observer les reportages dans les journaux à travers le monde sur le danger que représente le mouvement des travailleuses et travailleurs égyptiens pour la stabilité à l'échelle internationale).

Dans la phase actuelle du processus révolutionnaire en Egypte, ces trois forces s'équilibrent. Les fissures s'accroissent au sein des forces de la contre-révolution et de l'appareil d'Etat en général et il devient plus difficile de les résorber dans un avenir prévisible. La révolution des masses égyptiennes a porté à cet appareil un coup dont il lui est difficile de se remettre. Le régime est encore debout, mais il est faible et ses dirigeants sont atteints d'un état de paralysie, de peur, d'hésitation et de désintégration. (Des exemples de cela peuvent être vus dans le chaos au sein de la police, les grèves menées par des caporaux de police, l'état de terreur qui règne parmi les officiers de l'armée sur la possibilité d'une division dans ses rangs et dans la paralysie du système judiciaire confronté à des revendications de « nettoyage » de l'institution et enfin par des grèves d'avocats.) Nous pouvons ajouter à cela la pression exercée par la crise économique, malgré la tentative du régime de l'utiliser dans ses objectifs de propagande pour attiser l'hostilité envers la révolution au sein de la classe moyenne et parmi les couches marginalisées par la révolution. La fragilité du régime croît de jour en jour.

Bien entendu, au cours des derniers mois le CSFA et les forces de la contre-révolution ont pris des initiatives et sont passés à des attaques directes, comme le massacre de la place Maspero [9 octobre 2011], l'arrestation de militant·e-s, l'escalade des campagnes médiatiques et propagandistes contre les forces révolutionnaires, y compris contre le mouvement des travailleuses et des travailleurs ainsi que contre les grèves. Le Conseil militaire et les vestiges de l'ancien régime ont évidemment utilisé avec intensité la période électorale pour fragmenter les forces de l'opposition et ouvrir la voie à des compromis ainsi qu'au retour (même s'il est limité) du Parti national démocratique [l'ancien parti de Moubarak, un des pivots du régime] comme un joueur clé sur la scène parlementaire, particulièrement en Haute Egypte et dans d'autres régions qui furent moins touchées par le séisme de la révolution égyptienne.

Ces développements constituent une menace pour la révolution égyptienne. Il est toutefois important de les mettre en perspective. Le Conseil au pouvoir n'a pas la capacité, en ce moment, de porter des attaques directes, de grande ampleur, contre les forces révolutionnaires et, en particulier, contre la classe laborieuse et les pauvres. La confiance en elles-mêmes et la capacité d'action que les masses égyptiennes ont acquises au cours de leur révolution ne peuvent être aisément écrasées. Un affrontement direct en ce moment entre l'armée et les masses risquerait de provoquer une division au sein de l'armée, le délitement du projet contre-révolutionnaire et peut-être même la chute du Conseil militaire lui-même.

C'est ici que le rôle des élections et des forces politiques réformistes entre en jeu. Le Conseil militaire a besoin d'un intermédiaire disposant d'une forte légitimité face à la rue égyptienne. Cet intermédiaire doit être capable d'absorber la colère des masses au travers de promesses de

réformes et de changements. Si l'on se fonde sur le point de vue du Conseil militaire, c'est bien le scénario de la pièce que jouera le parlement à venir. C'est sur cette base que le Conseil militaire a fait et fera des concessions aux partis politiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, conduits par les Frères musulmans. Il n'est pas dans les intérêts du Conseil militaire d'annuler les élections en ce moment.

Il est possible que les événements qui se sont déroulés le 18 novembre fournissent une indication claire des contradictions en cours [le vendredi 18 novembre, à dix jours des élections, les Frères musulmans et les salafistes organisèrent un rassemblement important sur la place Tahrir critiquant le pouvoir des militaires, notamment un document du gouvernement fixant les principes généraux de la future Constitution ; le même jour d'autres manifestations, de la gauche et des « forces laïques » se déroulèrent sur d'autres places du Caire]. En dépit des accords réalisés entre le Conseil militaire et l'opposition réformiste conduite par les Frères musulmans, des crises se préparent au sujet de la répartition du pouvoir entre la Confrérie qui va remporter les scrutins électoraux et le fait que la concentration exceptionnelle des pouvoirs et des privilèges économiques restera aux mains de l'armée et des groupes dominants d'hommes d'affaires qui étaient et demeurent une partie de l'ancien régime ou, plutôt, qui en sont le cœur. Cela apparaît avec clarté dans le document qu'Ali Selmi [1] a présenté [début novembre] qui garantit ces pouvoirs exceptionnels, ce qui réduirait à peu de chose l'autorité du parlement qui va entrer en fonction et maintiendrait la domination de l'armée et des vestiges de l'ancien régime. La Confrérie des Frères musulmans n'avait pas d'autre choix que d'organiser une large mobilisation politique afin de tenter de limiter ces assurances [attribuées au CSFA] ; elle a donc rejoint l'immense mobilisation politique du 18 novembre. Engager une mobilisation de cette ampleur signifie cependant susciter la colère révolutionnaire en général. Le mouvement populaire de protestation qui a explosé suite à la vague d'attaques menées contre certains de celles et ceux gravement blessés lors de la révolution et contre les familles des martyrs [les familles des personnes tuées par l'armée] s'est poursuivi lors des affrontements très durs dans la rue Mohammed Mahmoud [près des bâtiments gouvernementaux] avec la mort de plusieurs dizaines de martyrs et des centaines de blessés. Ces événements ont confirmé aux islamistes et au Conseil militaire que la colère révolutionnaire n'était pas sous contrôle.

Ainsi, les élections se sont tenues afin de délégitimer les manifestations révolutionnaires et de transférer la légitimité au parlement au sein duquel les islamistes sont en train de gagner une majorité, même s'ils sont ouverts aux négociations, aux manœuvres et prêts à offrir des compromis de sorte que l'Occident reçoive une suite de messages réconfortants. En outre, qui parmi nous peut oublier que les islamistes se sont assis en face d'Omar Suleiman [général issu de l'appareil des renseignements, placé par Moubarak au « nouveau » poste de vice-président douze jours avant sa chute], au cours de la révolution, pour négocier ? Qui peut oublier leur rôle dans les attaques qu'ils ont menées contre les grèves des travailleuses et travailleurs réclamant leurs droits après la révolution ? Ou encore l'utilisation par le Conseil militaire de cheikhs salafistes dans la « résolution » de problèmes confessionnels entièrement fabriqués, et le soutien qu'ils donnèrent au Conseil militaire à propos des amendements constitutionnels ; et pour finir leur refus de participer aux manifestations du « second vendredi de la colère » en mai ainsi que les deux rassemblements des 8 juillet et 19 novembre ? Il était ridicule de songer que les militaires quitteraient le pouvoir et transmettraient facilement la direction du pays aux islamistes. Tout comme il l'était de songer qu'ils ne défendraient pas les intérêts de la couche des hommes d'affaires et des investisseurs politiquement défaits qui contrôlaient l'économie du pays comme un cancer sous l'ère Moubarak. Les militaires défendent également leurs propres intérêts économiques dans la gestion de secteurs qu'ils contrôlent sans qu'existe un quelconque droit de regard. Ceux-ci concernent environ 30% de l'économie nationale, notamment dans l'agriculture, dans certaines firmes de l'industrie et des hôtels. Des jeunes soldats sont contraints de travailler dans ces secteurs pour rien. Il ne faut pas oublier non plus les milliards figurant dans le budget militaire et les revenus issus de l'aide

étrangère.

Il est cependant à prévoir qu'un consensus va émerger entre, d'un côté, le Conseil militaire et certaines forces libérales qui ont été d'accord de participer au purement décoratif « Conseil consultatif » [mis en place par le CSFA] et, de l'autre côté, celui des islamistes, les Frères musulmans et les salafistes. Une façon d'assurer que toutes ces forces recevront une tranche du gâteau – aussi longtemps que la situation reste dans cet « équilibre » tel que nous l'avons indiqué plus haut – sans avoir besoin de faire appel aux masses, lesquelles ont donné une leçon aux libéraux et aux islamistes en novembre en démontrant qu'elles n'étaient pas contrôlables et que leurs protestations étaient capables d'aboutir à des revendications réclamant la chute du CSFA lui-même.

En ce qui concerne les forces favorables à la poursuite et à l'approfondissement de la révolution, un important travail doit être réalisé pour qu'elles se développent comme un mouvement. Nous pouvons tenter de dresser un tableau des forces de la révolution – même s'il contiendra inévitablement des erreurs –, lesquelles se divisent en trois blocs principaux.

Le premier est constitué de la jeunesse des bidonvilles, des marginalisés et des chômeurs, rejoint par les Ultras [supporteurs organisés de clubs de football] ainsi que de nombreux jeunes indépendants et « anarchistes ». Certains d'entre eux ont participé à la révolution depuis son début et leurs rangs comptent la plupart des martyrs et des blessés. Ils ont tenté de se venger directement du Conseil militaire et de la police et imposèrent leur présence fortement lors des batailles du 28 juin, de la rue Mohammed Mahmoud autant que lors des rassemblements des 8 juillet et 19 novembre. Ils représentent un modèle de courage révolutionnaire et ont appelé directement à la chute du régime militaire, à l'épuration de la police ainsi qu'à la fin des procès militaires et à la satisfaction des droits des familles des martyrs et des blessés. Ils ne sont toutefois pas arrivés à formuler des revendications sociales, ni même à se solidariser avec les manifestations des travailleuses et travailleurs telles que les grèves des travailleurs des transports publics ou des enseignant·e·s.

Le deuxième bloc parmi les forces révolutionnaires a son centre de gravité dans les secteurs clés de la classe laborieuse égyptienne, les syndicats professionnels et indépendants, qui ont conduit de nombreuses batailles depuis 2006 et acquis beaucoup d'expérience dans le processus de protestation, lequel a culminé dans la bataille de la révolution, lorsqu'elle a porté, en février 2011, le coup mortel à Moubarak. Ce bloc a poursuivi ses mouvements qui ont atteint un sommet lors des grèves des conducteurs de bus, des enseignant·e·s, des travailleuses et travailleurs d'Egypt Telecom, des médecins ainsi que les centaines d'autres mouvements qui portent en leur sein les germes de la grève générale. Celle-ci ne peut toutefois se développer en raison de l'absence d'une organisation révolutionnaire des travailleuses et du manque de revendications faisant le lien entre les questions sociales et politiques, de sorte que ce bloc se tient à distance d'une participation organisée aux manifestations et rassemblements répétés contre le régime militaire.

Le troisième bloc est constitué des différents groupes révolutionnaires, allant des démocrates radicaux qui appuient des revendications sociales jusqu'à la gauche socialiste, dont on a vu qu'elle est entrée, depuis le rassemblement du 8 juillet, dans une période de coordination politique et organisationnelle efficace. La plupart de ces forces ont été en mesure de gagner des centaines de nouveaux membres et d'utiliser la situation de fluidité politique pour croître d'une façon significative. Elles demeurent, toutefois, relativement marginales sur la scène politique, manquant de la capacité à prendre des initiatives pouvant rassembler des forces plus larges, cela en dépit de leur participation dans la direction du rassemblement de novembre (et ses suites), ainsi que de leur soutien aux grèves et sit-in des ouvriers et employés.

La question qui se pose désormais est la suivante : comment les groupes révolutionnaires peuvent-ils

réussir à élaborer un programme social qui transforme le slogan de justice sociale adopté par la révolution – et qui le distingue des libéraux et des islamistes – en des propositions concrètes et pratiques qui lient les questions touchant aux salaires, à la hausse des prix, au droit au logement, à l'accès aux soins, à l'éducation et à l'emploi avec la concrétisation d'un tel programme par un gouvernement révolutionnaire porté au pouvoir.

Bien que les islamistes (et particulièrement les Frères musulmans) aient inclus dans leur programme électoral des revendications sur la fixation d'un salaire minimum et maximum, ainsi que sur des impôts progressifs, le positionnement antérieur de la Confrérie sur les questions sociales indique que l'inclusion de ces revendications a pour seul but l'extension de son électorat. Il est bien connu que les dirigeants de la Confrérie ont d'énormes investissements économiques, qu'ils ont quitté le terrain de l'opposition aux politiques néolibérales déjà à l'époque de Moubarak, qu'ils ont défendu les [contre-]réformes agraires mettant fin aux limitations du montant de la rente à verser pour les paysans ayant un statut de fermier. Ils se sont aussi brutalement opposés aux grèves des salarié·e·s depuis la révolution de janvier (ainsi que le montre encore leur position au sujet de la grève des enseignant·e·s). En outre, ils ne se sont engagés dans aucune des batailles politiques contre le système au sujet des droits sociaux, des salaires, du chômage ou contre la liquidation de l'économie nationale par le programme de privatisations. Enfin, ils affirment un soutien total aux politiques favorables au libre marché dans les messages réconfortants qu'ils adressent aux Etats-Unis, à l'Occident et aux Etats du Golfe.

Par ailleurs, la grave crise économique en Egypte ainsi qu'au niveau mondial représente un défi qui signifie que toute tentative du gouvernement d'adopter des politiques économiques libérales est destinée à échouer en ce moment. Les réserves égyptiennes de devises chutent, les investissements ont cessé et le tourisme sera fortement atteint par la montée des salafistes. L'économie mondiale, qui est sujette à des coups sévères à la suite des politiques d'austérité menées par les gouvernements dans la plus grande partie du sud de l'Europe, est dans l'incapacité de tendre une main secourable au capitalisme égyptien en crise. Il n'y aura pas non plus de secours pour les capitalistes égyptiens en provenance des pays de l'est du Golfe, lesquels virent les flammes de la révolution éclairer leurs frontières au Yémen et à Bahreïn.

Afin de mener la révolution à la victoire, il est par conséquent nécessaire de se battre pour les thèmes suivants :

1° Construire un parti socialiste révolutionnaire enraciné chez les travailleuses et travailleurs, les paysan·n·e·s et les étudiant·e·s, en mesure de conduire les masses à la victoire. En conséquence, nous appelons les révolutionnaires égyptiens parmi les étudiant·e·s et les salarié·e·s à rejoindre les Socialistes Révolutionnaires qui se trouvent au milieu des luttes des révolutionnaires sur les places Tahrir dans tout le pays, dans les usines et sur les campus universitaires afin de réaliser les objectifs de la révolution : du pain, la liberté et la justice sociale jusqu'à la suppression de cette société de tyrannie, d'exploitation et de pauvreté et pour la construction d'une société socialiste qui inscrit les mots d'ordre de liberté et de justice sur ses bannières.

2° Construire un front révolutionnaire disposant d'un programme politique qui fasse sien les questions de justice sociale et qui lutte avec une perspective unifiée dans les quartiers, les usines, les syndicats, les villages et les campus universitaires pour la poursuite de la révolution sur le terrain. Un front qui fusionne avec des secteurs de la classe ouvrière, avec les syndicats indépendants et les associations professionnelles afin de développer leur dynamique revendicative ; et, de ce fait, de leur transmettre une dimension politique, visant à la chute de la coalition entre les militaires et les marchands de religion ; cela en mettant à nu l'opposition viscérale de cette coalition aux droits politiques, sociaux et économiques de tous les salariés et paysans pauvres.

3° Lutter avec les pauvres, les marginalisés ainsi qu'avec les familles des martyrs et des blessés afin que leurs droits soient reconnus. Lier leurs revendications politiques de mettre fin au régime militaire ainsi que leurs rassemblements et manifestations aux revendications sociales et économiques qui nécessitent un gouvernement révolutionnaire pour qu'elles soient réalisées.

L'articulation entre les questions économiques et politiques est d'une importance cruciale. L'application de la revendication de la mise en place d'un salaire minimum et maximum ne peut être réalisée sans un affrontement politique direct avec la classe dominante capitaliste et le Conseil militaire en raison de la contradiction entre les intérêts de l'Etat et de ses institutions qui servent la classe dominante et les intérêts des masses exploitées.

Enfin, le slogan que nous avons adopté - « le pouvoir et la richesse pour le peuple » - doit se traduire en un programme radical qui devienne une arme pour faire pression sur ce régime chancelant et place le parlement, dont l'objectif est de mettre un terme à la révolution, face à un siège populaire dès qu'il tiendra sa première assemblée. Ce programme doit affirmer l'existence de l'affrontement social au centre de la société ainsi que la contradiction entre le Capital, d'un côté (qu'il soit vêtu d'un costume ou non), et la classe laborieuse et les masses populaires, de l'autre.

C'est une révolution, jusqu'à la victoire.

Les Socialistes Révolutionnaires, décembre 2011

(Traduction A l'Encontre)

[1] Début novembre, le vice-premier ministre Ali Selmi présente un Document des Principes Constitutionnels octroyant à l'armée égyptienne des pouvoirs supra-constitutionnels. C'est la présentation de ce document qui est à l'origine des manifestations du 18 novembre. A la suite de celles-ci, Tantaoui s'est engagé à ce que des élections présidentielles se tiennent au printemps.

P.-S.

* Publié par le site suisse A l'Encontre le 30 - décembre - 2011